

AMPHI
LMD

COURS DE DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE

Intègre les dispositions
des lois importantes adoptées
en 2022 (protection de l'enfance,
adoption, IVG...)

LICENCE 1

Clara Bernard-Xémard

8^e édition 2022-2023

À jour des dernières dispositions législatives et jurisprudentielles

Clara Bernard-Xémard

Docteur en droit et habilitée à diriger des recherches (HDR),
est Maître de conférences en droit privé de l'Université
de Versailles-Saint-Quentin (Université Paris-Saclay).
Elle codirige l'IEJ et le Master 2 Carrières judiciaires de
l'Université de Versailles-Saint-Quentin.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2022, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
EAN 9782297175807

AMPHI
LMD

COURS DE DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE

Intègre les dispositions
des lois importantes adoptées
en 2022 (protection de l'enfance,
adoption, IVG...)

Clara Bernard-Xémard

8^e édition 2022-2023

À jour des dernières dispositions législatives et jurisprudentielles

 un savoir-faire de
Lextenso

AMPHI LMD

La collection Amphi LMD permet aux étudiants de Licence (L1, L2 et L3), d'acquérir l'ensemble des connaissances d'une matière en conformité avec le cours dispensé en amphi.

Chaque livre :

- développe des connaissances approfondies sur la matière juridique traitée ;
- permet une accessibilité immédiate à une information approfondie.

Dans la même collection

Licence 1

- Cours de Droit constitutionnel et des Institutions de la V^e République, Carolina Cerda-Guzman, 7^e éd. 2022.
- Cours de Droit des personnes et de la famille, Clara Bernard-Xémard, 8^e éd. 2022.
- Cours d'Introduction générale au Droit, Marjorie Brusorio-Aillaud, 2^e éd. 2020.

Licence 2

- Cours de Droit administratif général, Xavier Braud, 5^e éd. 2022.
- Cours de Droit pénal général, Patrick Kolb et Laurence Leturmy, 7^e éd. 2022.
- Cours de Droit des obligations, Lionel Andreu et Nicolas Thomassin, 7^e éd. 2022.

Licence 3

- Cours de Droit commercial, Iony Randrianirina, 2^e éd. 2020.

Licence 3, Master 1, Master 2

- Cours de droits humains et libertés, Yannick Lécuyer et Félicien Lemaire, 1^{re} éd. 2022.
- Cours de Droit administratif des biens, Xavier Braud, 2^e éd. 2020.
- Cours de Procédure civile, Marie-Cécile Lasserre, 2^e éd. 2020.
- Cours de Droit des entreprises en difficulté, Giulio Cesare Giorgini, 3^e éd. 2020.
- Cours de Droit des sûretés, Dimitri Nemtchenko, 1^{re} éd. 2019-2020.

Chez le même éditeur

- | | |
|--------------------------------------|-------------------|
| ▪ Amphi LMD | ▪ Master |
| ▪ Mémentos | ▪ En Poche |
| ▪ Exos LMD | ▪ Droit Expert |
| ▪ Méthodo LMD | ▪ Droit en poche |
| ▪ Carrés Rouge | ▪ Petit Lexique |
| ▪ Annales corrigées
et commentées | ▪ Hors collection |

**À ma famille. Avec une pensée très particulière
pour Léna, Élis, Stanislas et leur papa...**

Avertissement relatif à la réforme du droit des contrats et des obligations

(Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations)

Les dispositions qui en sont issues sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2016. Cet ouvrage fait référence à certains textes du droit commun des contrats et de la responsabilité. À chaque fois, il est indiqué la nouvelle numérotation et fait un rappel de l'ancienne.

L'ordonnance du 10 février 2016 a été ratifiée par la loi n° 2018-287 du 20 avril 2018 dont les dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2018.

Plan de cours

Introduction	25
Section 1 : L'approche juridique des notions de personne et famille	25
I - La notion de personne	25
II - La notion de famille	26
Section 2 : L'évolution du droit des personnes et de la famille	28
I - L'évolution législative du droit des personnes et de la famille	28
A - La situation législative en 1804	28
1 - Le droit des personnes en 1804	28
2 - Le droit de la famille en 1804	28
B - L'évolution législative moderne	30
1 - L'évolution du droit des personnes	30
2 - L'évolution du droit de la famille	31
II - L'évolution des sources du droit des personnes et de la famille	36
A - La diversification des sources internes	36
1 - Le Code civil	36
2 - La jurisprudence	36
3 - Les sources constitutionnelles	37
B - Le développement des sources internationales	38
1 - Les sources européennes	38
2 - Les sources internationales : l'exemple de la CIDE	40
Section 3 : Les caractéristiques du droit moderne des personnes et de la famille	41
I - Un droit construit autour des concepts d'égalité et de liberté	42
A - La promotion de l'égalité et de la liberté	42
B - L'étouffement d'autres valeurs	43
II - La contractualisation et la déjudiciarisation	43
A - Le mouvement de contractualisation	43
B - Le mouvement de déjudiciarisation	44

Partie 1 : Les personnes

Chapitre 1 : Les personnes physiques 51

Section 1 : L'existence juridique de la personne physique 51

I - La reconnaissance de la personnalité juridique 51

A - Le début de la personnalité juridique 51

1 - La conception classique du droit français 52

2 - Une conception parfois dérangeante 54

B - La fin de la personnalité juridique 60

1 - Le décès 60

2 - Les événements assimilés au décès 63

II - Les prérogatives des personnes physiques : étude de quelques droits de la personnalité 69

A - Le droit au respect de l'intégrité 69

1 - Le droit au respect de l'intégrité physique 69

2 - Le droit au respect de l'intégrité morale 76

B - Le droit au respect de la vie privée 79

1 - La notion de vie privée 80

2 - La vie privée confrontée au droit à l'information 80

3 - Les sanctions en cas d'atteinte au respect dû à la vie privée 82

Section 2 : L'identification juridique de la personne physique 82

I - Les caractères de l'état de la personne 82

A - Le caractère personnel de l'état de la personne 83

B - L'indisponibilité de l'état de la personne 83

1 - L'affirmation du principe 83

2 - Le recul du principe à l'époque contemporaine 84

C - L'imprescriptibilité de l'état de la personne 85

II - Les composantes de l'état de la personne 85

A - Le sexe 86

1 - La transidentité et les changements à l'état civil 87

2 - La transidentité et le mariage 96

B - Le nom de famille 99

1 - L'attribution initiale du nom de famille 99

2 - Le changement de nom de famille 103

C - Le prénom 106

1 - L'attribution initiale du prénom 106

2 - Le changement de prénom 108

Section 1 : La notion de personne morale 111**I - Le débat relatif à la nature des personnes morales** 111**A - Le débat doctrinal** 112

1 - La théorie de la fiction 112

2 - La théorie de la réalité 112

B - Le droit positif actuel 112

1 - La consécration jurisprudentielle de la thèse de la réalité 112

2 - La reconnaissance de la thèse de la fiction 113

II - Les différentes personnes morales 113**A - Les personnes morales de droit public** 113**B - Les personnes morales de droit privé** 114

1 - Les groupements de personnes 114

2 - Les groupements de biens : les fondations 118

C - Les personnes morales mixtes 118**Section 2 : La condition juridique de la personne morale** 119**I - Le commencement et la fin de la personnalité juridique** 119**A - Le commencement de la personnalité juridique** 119

1 - Le commencement de la personnalité juridique des sociétés 120

2 - Le commencement de la personnalité juridique des associations 121

3 - Le commencement de la personnalité juridique des fondations 121

B - La fin de la personnalité juridique 121

1 - La dissolution de la personne morale 122

2 - La liquidation de la personne morale 122

II - L'identification juridique de la personne morale 123**A - La nationalité de la personne morale** 123**B - Le domicile de la personne morale** 123**C - Le nom de la personne morale** 124**Section 1 : Introduction au droit des majeurs protégés** 127**Section 2 : La protection purement judiciaire** 129**I - La protection ponctuelle des majeurs** 129**A - La nullité des actes passés par un aliéné** 130

1 - Les conditions légales requises 130

2 - La preuve à rapporter 131

B - Le régime de l'action en nullité 131

1 - L'exercice de l'action en nullité 131

2 - La possible confirmation de l'acte.....	132
II - La protection prolongée des majeurs : l'ouverture d'une mesure de protection	133
A - Les règles communes	133
1 - Les acteurs de la protection	134
2 - Les principes directeurs de la protection.....	137
3 - Le majeur à protéger, placé au cœur du dispositif.....	139
B - Les différents régimes légaux de protection	144
1 - La sauvegarde de justice	145
2 - La curatelle	149
3 - La tutelle	158
Section 3 : La protection conventionnelle : le mandat de protection future	165
I - L'élaboration du mandat de protection future.....	167
A - Les conditions de fond.....	167
1 - Les conditions relatives aux parties au contrat	168
2 - Les conditions relatives au contenu du mandat	169
B - Les conditions de forme	170
II - La mise en œuvre du mandat de protection future	171
A - La prise d'effet du mandat de protection future	171
1 - Les conditions et formalités permettant la prise d'effet	171
2 - La publicité du mandat de protection future	172
B - L'exécution du mandat de protection future	173
1 - La situation juridique du mandant	173
2 - La situation juridique du mandataire	174
III - La fin du mandat de protection future	175
A - La suspension du mandat de protection future	175
B - L'extinction du mandat de protection future	175
1 - Les causes automatiques	176
2 - Les causes facultatives.....	176
Section 4 : La protection hybride : la nouvelle habilitation familiale ..	177
I - La délivrance de l'habilitation familiale	179
A - La personne protégée.....	179
B - La procédure d'habilitation	179
1 - Le juge : compétence et saisine	179
2 - Le contenu de la requête	181
3 - L'instruction de la demande	181
C - L'habilitation familiale délivrée par le juge	182

1 - La portée de l'habilitation familiale	182
2 - La personne habilitée	182
3 - Le jugement d'habilitation	183
II - La fin de l'habilitation familiale	183

Partie 2 : La famille

Chapitre 1 : Le concubinage 187

Section 1 : Introduction au droit du concubinage 187

Section 2 : L'existence du concubinage 188

I - Les éléments constitutifs du concubinage 188

A - La condition indifférente : le sexe des concubins 189

B - Les conditions indispensables : une vie commune, stable et continue..... 189

1 - L'existence d'une vie commune 189

2 - Les caractéristiques de la vie commune 190

II - La preuve du concubinage..... 190

Section 3 : Les effets du concubinage 191

I - Les effets pendant le concubinage 191

A - L'absence de statut conjugal pour les concubins 191

1 - L'indépendance personnelle des concubins 191

2 - L'indépendance pécuniaire des concubins 192

3 - L'incidence du concubinage en matière de filiation 193

B - Les effets éparés du concubinage 193

1 - Les règles spéciales du droit social 193

2 - Les règles spéciales du droit fiscal 194

3 - Les règles spéciales du droit civil 194

II - Les effets à la fin du concubinage 195

A - La rupture volontaire du concubinage 196

1 - L'indemnisation du concubin délaissé 196

2 - La liquidation des intérêts pécuniaires des concubins 197

B - Le décès d'un concubin 201

1 - L'engagement de la responsabilité de l'auteur du décès 201

2 - Le concubinage confronté au droit des successions et des libéralités . 203

Section 4 : Les conventions de concubinage 205

I - Les avantages de la convention de concubinage..... 206

II - Les précautions entourant la rédaction de la convention de concubinage	207
--	-----

Chapitre 2 : Le pacte civil de solidarité (pacs)	209
---	------------

Section 1 : Histoire du pacs	209
---	-----

I - Des débuts difficiles	209
--	-----

II - L'amélioration ultérieure	211
---	-----

A - Le pacs modifié	211
----------------------------------	-----

B - Le pacs plébiscité	213
-------------------------------------	-----

Section 2 : La formation du pacs	213
---	-----

I - Les conditions de fond du pacs	213
---	-----

A - La condition physiologique du pacs	214
---	-----

1 - L'exigence de la majorité	214
-------------------------------------	-----

2 - L'indifférence de la sexualité	214
--	-----

B - Les conditions contractuelles du pacs	214
--	-----

1 - Le consentement des partenaires	214
---	-----

2 - La capacité des partenaires	215
---------------------------------------	-----

C - Les conditions sociologiques du pacs	217
---	-----

1 - Les interdits liés à la prohibition de la polygamie	217
---	-----

2 - Les interdits liés à la prohibition de l'inceste	217
--	-----

3 - La sanction applicable en cas de non-respect des interdits	218
--	-----

II - Les conditions de forme du pacs	218
---	-----

A - La convention de pacs	218
--	-----

B - L'enregistrement du pacs	219
---	-----

1 - La convention de pacs établie par acte sous signature privée	219
--	-----

2 - La convention de pacs établie par acte notarié	220
--	-----

3 - Réflexion sur le partage des compétences	221
--	-----

C - La modification de la convention de pacs	222
---	-----

Section 3 : Les effets du pacs	222
---	-----

I - Les effets personnels du pacs	222
--	-----

A - Le devoir de communauté de vie entre partenaires	223
---	-----

B - Le devoir d'assistance entre partenaires	224
---	-----

C - Le devoir de respect entre partenaires	225
---	-----

D - Débat sur le devoir de fidélité entre partenaires	225
--	-----

II - Les effets patrimoniaux du pacs	226
---	-----

A - Le régime primaire impératif	227
---	-----

1 - L'aide matérielle	227
-----------------------------	-----

2 - La solidarité pour les dettes de la vie courante	228
--	-----

3 - La présomption mobilière	231
------------------------------------	-----

B - Les règles relatives au régime des biens des partenaires	231
1 - Le régime légal applicable aux partenaires	232
2 - Les dispositions conventionnelles contraires des partenaires.....	233
Section 4 : La dissolution du pacs	234
I - Les causes de dissolution du pacs	234
A - Le décès	234
B - Le mariage	235
C - La déclaration conjointe de dissolution du pacs	235
D - La décision unilatérale de dissolution du pacs	236
E - La résolution judiciaire du pacs	237
II - Les effets de la dissolution du pacs	237
A - La rupture provoquée du pacs	237
1 - L'éventuelle réparation du préjudice subi.....	238
2 - La liquidation des intérêts pécuniaires	238
B - Le décès d'un partenaire.....	239
<hr/>	
Chapitre 3 : Les fiançailles	241
Section 1 : La nature juridique des fiançailles	241
I - La position de la Cour de cassation	241
II - La position de la doctrine moderne	242
Section 2 : La rupture des fiançailles	243
I - L'allocation de dommages et intérêts	243
A - La preuve des fiançailles	244
B - La preuve d'une faute	244
C - La preuve du préjudice	245
II - Le sort des cadeaux.....	245
A - Les cadeaux importants	246
B - Les présents d'usage.....	246
C - Les bijoux de famille.....	246
D - La bague de fiançailles	246
<hr/>	
Chapitre 4 : Le mariage	249
Section 1 : Introduction au droit du mariage	250
Section 2 : La formation du mariage	252
I - Le droit au mariage	252
A - La liberté de se marier	253
B - La liberté de ne pas se marier	254
C - La liberté de choisir librement son conjoint.....	255

- II - Les conditions de formation du mariage** 255
 - A - Les conditions de fond du mariage** 256
 - 1 - La condition physiologique 256
 - 2 - Les conditions relatives au consentement 261
 - 3 - Les conditions relatives à la capacité 269
 - 4 - Les conditions sociologiques du mariage 271
 - B - Les conditions de forme du mariage**..... 277
 - 1 - Les formalités antérieures au mariage 277
 - 2 - La célébration du mariage 280
 - 3 - La preuve du mariage 283
 - C - Les oppositions à mariage** 284
 - 1 - Les titulaires du droit d'opposition à mariage 284
 - 2 - Les formes de l'opposition à mariage 286
 - 3 - Les effets de l'opposition à mariage 287
- III - La sanction en cas de non-respect : la nullité du mariage**..... 288
 - A - L'action en nullité** 288
 - 1 - L'action en nullité relative 288
 - 2 - L'action en nullité absolue 290
 - B - Les effets de la nullité** 292
 - 1 - Le principe : la disparition rétroactive du mariage 292
 - 2 - Le tempérament : le mariage putatif 293
- Section 3 : Les effets du mariage** 294
 - I - Les effets personnels** 294
 - A - Les devoirs mutuels des époux** 294
 - 1 - Le devoir de communauté de vie 295
 - 2 - Le devoir de fidélité 297
 - 3 - Le devoir d'assistance 298
 - 4 - Le devoir de respect 298
 - B - Les missions conjointes des époux** 299
 - 1 - La direction conjointe de la famille 299
 - 2 - Le choix de la résidence de la famille 299
 - II - Les effets patrimoniaux du mariage**..... 300
 - A - Le régime primaire impératif** 300
 - 1 - Les mesures de coopération des époux 300
 - 2 - Les mesures d'autonomie des époux 305
 - 3 - Les mesures de crise entre époux 306
 - B - Le régime matrimonial des époux** 308
 - 1 - Le régime matrimonial légal 309
 - 2 - Les régimes matrimoniaux conventionnels 309

Section 1 : Introduction au droit du divorce	311
Section 2 : Les causes et procédures de divorce	316
I - Le divorce par consentement mutuel	317
A - Le divorce par consentement mutuel sans juge	318
1 - Les conditions du divorce	318
2 - Le processus du divorce	320
B - Le divorce par consentement mutuel judiciaire	322
1 - Les conditions du divorce	323
2 - La procédure du divorce	325
II - Les autres divorces	329
A - Les autres causes de divorce	329
1 - Le divorce pour acceptation du principe de la rupture du mariage... ..	329
2 - Le divorce pour faute	332
3 - Le divorce pour altération définitive du lien conjugal	336
B - La procédure de divorce	340
1 - La compétence judiciaire	340
2 - Le déroulement de la procédure	341
C - La preuve de la cause de divorce	346
D - Les voies de recours contre le jugement	348
Section 3 : Les effets du divorce	350
I - La date des effets du divorce	351
A - La date d'opposabilité du divorce	351
B - Les règles applicables aux biens des époux	351
1 - Les règles applicables entre époux	351
2 - Les règles applicables aux tiers	352
II - Les effets personnels du divorce	353
A - Le remariage des époux	353
B - Le nom des époux	353
1 - Le principe	353
2 - L'exception	354
III - Les effets patrimoniaux du divorce	356
A - L'apurement du passé	356
1 - La liquidation et le partage du régime matrimonial des époux	356
2 - Le sort des donations et des avantages matrimoniaux consentis pendant le mariage	359
3 - Le logement familial	360
B - La préparation de l'avenir : la prestation compensatoire	361
1 - Le droit à prestation compensatoire	363

- 2 - La fixation de la prestation compensatoire 364
- 3 - Les modalités de versement de la prestation compensatoire 367
- 4 - La révision de la prestation compensatoire 370
- 5 - La transmission de la prestation compensatoire aux héritiers
du débiteur 372
- C - La réparation des préjudices subis : l'allocation de dommages
et intérêts 373**
- 1 - Les dommages et intérêts sollicités sur le fondement de l'article 266
du Code civil 373
- 2 - Les dommages et intérêts sollicités sur le fondement de l'article 1240
du Code civil 374

Chapitre 6 : La séparation de corps 375

Section 1 : Introduction au droit de la séparation de corps 375

Section 2 : Les causes et procédures de la séparation de corps 376

I - Les causes de la séparation de corps 376

II - Les procédures de la séparation de corps 377

Section 3 : Les effets de la séparation de corps 379

I - Les effets personnels 379

A - Les obligations du mariage écartées 379

1 - La fin du devoir de cohabitation entre époux 379

2 - L'exclusion de la présomption de paternité 379

B - Les obligations du mariage maintenues 380

C - Le nom d'usage des époux séparés de corps 380

II - Les effets patrimoniaux 380

A - Le maintien du devoir de secours 381

B - Le changement de régime matrimonial 382

C - La situation successorale du conjoint survivant séparé de corps 382

D - Les dommages et intérêts de l'article 266 383

Section 4 : La fin de la séparation de corps 383

I - La reprise volontaire de la vie commune 384

II - La conversion de la séparation de corps en divorce 384

A - La demande de conversion en divorce par consentement mutuel 385

1 - L'admission de la conversion de toute séparation de corps en divorce
par consentement mutuel 385

2 - Le cas particulier de la conversion de la séparation de corps prononcée
par consentement mutuel 385

B - La demande unilatérale de conversion 387

III - Le divorce autonome 387

Section 1 : Introduction au droit de la filiation biologique 390**Section 2 : La filiation hors contentieux : l'établissement pacifique de la filiation** 392**I - L'établissement de la filiation par l'effet de la loi** 393**A - L'établissement de la maternité** 394

1 - L'accouchement classique 394

2 - L'accouchement sous X 394

B - L'établissement de la paternité 396

1 - Le champ d'application de la présomption de paternité 397

2 - L'exclusion et le rétablissement de la présomption de paternité 397

II - L'établissement de la filiation par reconnaissance 401**A - Les conditions de validité de la reconnaissance** 402

1 - Les conditions de fond de la reconnaissance 402

2 - Les conditions de forme de la reconnaissance 404

B - La sanction applicable en cas de non-respect : la nullité de la reconnaissance 405**C - Les effets de la reconnaissance** 406**III - L'établissement de la filiation par possession d'état** 406**A - Les éléments et caractères de la possession d'état** 408

1 - Les éléments de la possession d'état 408

2 - Les caractères de la possession d'état 409

B - La constatation de la possession d'état 410

1 - La constatation de la possession d'état dans un acte de notoriété 411

2 - La constatation de la possession d'état dans un jugement 412

Section 3 : La filiation en contentieux 414**I - Les dispositions communes** 414**A - Les caractères des actions relatives à la filiation** 414

1 - Des actions indisponibles 414

2 - Des actions personnelles 414

3 - Des actions prescriptibles 415

4 - Des actions relatives à un enfant né viable 416

B - Les règles procédurales 416

1 - La compétence du tribunal judiciaire 416

2 - Les effets des jugements rendus en matière de filiation 416

3 - Les règles de preuve 417

II - L'établissement contentieux de la filiation 422**A - L'action en recherche de maternité** 422

1 - L'exercice de l'action 422

2 - Le régime de l'action	423
3 - Les effets de l'action	424
B - L'action en recherche de paternité	424
1 - L'exercice de l'action	425
2 - Le régime de l'action	426
3 - Les effets de l'action	427
III - La contestation de la filiation biologique	428
A - Le régime des actions en contestation de filiation	428
1 - La conformité du titre et de la possession d'état	428
2 - L'absence de conformité du titre et de la possession d'état	430
B - Les effets des actions en contestation de filiation	432
1 - La destruction du lien de filiation	432
2 - Le possible établissement d'un autre lien de filiation	433
IV - L'action à fins de subsides	433
A - Les conditions d'exercice de l'action	434
1 - Les conditions de fond	434
2 - Les conditions de procédure	434
3 - Les conditions liées à la preuve	435
B - Les effets du jugement accordant des subsides	436
1 - L'absence de lien de filiation paternelle entre l'enfant et le défendeur ...	436
2 - Le versement de subsides à l'enfant	436
<hr/>	
Chapitre 8 : La filiation adoptive	439
Section 1 : Introduction au droit de l'adoption	439
Section 2 : L'adoption plénière	442
I - Les conditions de l'adoption plénière	442
A - Les conditions de fond relatives à l'adoption plénière d'un enfant ...	443
1 - Les conditions relatives à l'adoptant	443
2 - Les conditions relatives à l'adopté	446
3 - Les conditions relatives au lien entre adoptant(s) et adopté	452
B - Les conditions de fond spécifiques à l'adoption plénière de l'enfant de l'autre	453
C - Les conditions de forme et de procédure de l'adoption plénière	454
1 - L'agrément	454
2 - La recherche et l'arrivée de l'enfant	455
3 - La phase judiciaire	457
II - Les effets de l'adoption plénière	459
A - Les effets classiques de l'adoption plénière d'un enfant	460
1 - L'anéantissement du lien de filiation d'origine	460
2 - La création du lien de filiation adoptive	460

B - Les effets particuliers de l'adoption plénière de l'enfant de l'autre	461
III - Le caractère irrévocable de l'adoption plénière	462
Section 3 : L'adoption simple	463
I - Les conditions de l'adoption simple	463
A - Les conditions légales de l'adoption simple	463
1 - Le renvoi général aux dispositions relatives à l'adoption plénière	463
2 - Les dispositions légales spécifiques à l'adoption simple	464
B - Les adoptions simples condamnées par la jurisprudence	465
1 - L'interdiction des adoptions simples croisées	465
2 - L'encadrement des adoptions simples de majeurs	466
3 - L'impossible adoption de l'enfant incestueux	466
4 - L'interdiction de l'adoption simple de l'enfant biologique de sa compagne homosexuelle	467
II - Les effets de l'adoption simple	469
A - Le cumul des filiations biologique et adoptive	469
B - L'organisation des rapports de droit dans les familles biologique et adoptive	470
1 - Le nom de l'enfant adopté en la forme simple	470
2 - L'autorité parentale	471
3 - L'obligation alimentaire	473
4 - Les règles successorales	473
III - Le caractère révocable de l'adoption simple	474
A - Les conditions de l'action en révocation	474
1 - Les titulaires de l'action en révocation	474
2 - L'existence de motifs graves	475
B - Les effets de la révocation	475

Chapitre 9 : La filiation après une assistance médicale à la procréation 477

Section 1 : Introduction au droit de l'assistance médicale à la procréation	478
Section 2 : Le cadre légal de l'assistance médicale à la procréation	479
I - Les techniques d'assistance médicale à la procréation	479
A - Les techniques autorisées	479
1 - L'AMP homologue	480
2 - L'AMP hétérologue	481
B - Les techniques interdites	485
1 - La prohibition des procédés de maternité pour autrui	485
2 - Les autres interdits	486
II - Finalité et bénéficiaires de l'AMP	487
A - Le changement de paradigme opéré par la loi du 2 août 2021	487

B - Les conditions inchangées	488
1 - L'interdiction des parentés post mortem	489
2 - Le refus des parentés tardives	491
3 - Le formalisme imposé.....	492
Section 3 : Les règles entourant la filiation de l'enfant	496
I - La filiation de l'enfant issu d'une AMP autorisée	497
A - L'absence de relation entre l'enfant et le donneur	498
1 - L'interdiction légale d'établir un lien de filiation entre l'enfant et le donneur	498
2 - L'interdiction légale d'engager une action en responsabilité contre le donneur	498
B - Le lien de filiation entre l'enfant et le ou les bénéficiaires de l'AMP avec tiers donneur	499
1 - Les règles encadrant l'établissement de la filiation	500
2 - Les règles empêchant la contestation de la filiation	505
II - La filiation de l'enfant issu d'une GPA interdite	507
A - Les évolutions jurisprudentielles	507
1 - La rigueur initiale de la Cour de cassation	507
2 - La condamnation de la France par la CEDH	508
3 - Les assouplissements ultérieurs de la Cour de cassation	509
B - La solution posée dans la loi de 2021	512
<hr/>	
Chapitre 10 : L'autorité parentale et le devoir d'entretien	513
Section 1 : L'autorité parentale sur la personne de l'enfant	513
I - Le contenu de l'autorité parentale	515
A - La protection de l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité	515
1 - La protection de l'enfant dans sa sécurité	515
2 - La protection de l'enfant dans sa santé	516
3 - La protection de l'enfant dans sa moralité	517
B - L'éducation de l'enfant	519
II - L'exercice de l'autorité parentale	520
A - La dévolution de l'exercice de l'autorité parentale	520
1 - Le principe : l'exercice conjoint de l'autorité parentale	520
2 - L'exception : l'exercice unilatéral de l'autorité parentale	521
B - Les modalités d'exercice de l'autorité parentale	523
1 - L'exercice conjoint de l'autorité parentale	523
2 - L'exercice unilatéral de l'autorité parentale	524
C - Le rôle du juge en matière d'autorité parentale	524
1 - L'homologation de la convention parentale	525
2 - La résolution d'un litige	527